


Procédure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	1998/0277(COD) Procédure terminée
Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE) Abrogation 2008/0100(COD)	
Sujet 3.40.03 Industrie automobile, cycle et motocycle, véhicules utilitaires et agricoles	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	JURI Juridique et marché intérieur	PSE MILLER Bill	23/09/1999
Conseil de l'Union européenne	Commission au fond précédente		
	ECON Economique, monétaire et politique industrielle	PSE BILLINGHAM Angela Theodora	28/10/1998
	Formation du Conseil	Réunion	Date
	Recherche	2363	26/06/2001
	Pêche	2306	17/11/2000

Evénements clés			
28/09/1998	Publication de la proposition législative	COM(1998)0526	Résumé
09/10/1998	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
30/03/1999	Vote en commission, 1ère lecture		
30/03/1999	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture	A4-0170/1999	
12/04/1999	Débat en plénière		
13/04/1999	Décision du Parlement, 1ère lecture	T4-0243/1999	Résumé
13/08/1999	Publication de la proposition législative modifiée	COM(1999)0370	Résumé
17/11/2000	Publication de la position du Conseil	07074/1/2000	Résumé

14/12/2000	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 2ème lecture		
06/02/2001	Vote en commission, 2ème lecture		Résumé
06/02/2001	Dépôt de la recommandation de la commission, 2ème lecture	A5-0055/2001	
13/03/2001	Débat en plénière		
14/03/2001	Décision du Parlement, 2ème lecture	T5-0135/2001	Résumé
26/06/2001	Approbation de l'acte par le Conseil, 2ème lecture		
27/09/2001	Signature de l'acte final		
27/09/2001	Fin de la procédure au Parlement		
09/11/2001	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de procédure	1998/0277(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Directive
	Abrogation 2008/0100(COD)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 095
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	JURI/5/13026

Portail de documentation

Document de base législatif	COM(1998)0526 JO C 326 24.10.1998, p. 0004	28/09/1998	EC	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A4-0170/1999 JO C 219 30.07.1999, p. 0007	30/03/1999	EP	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	T4-0243/1999 JO C 219 30.07.1999, p. 0022-0060	13/04/1999	EP	Résumé
Proposition législative modifiée	COM(1999)0370 JO C 116 26.04.2000, p. 0002 E	13/08/1999	EC	Résumé
Position du Conseil	07074/1/2000 JO C 036 02.02.2001, p. 0001	17/11/2000	CSL	Résumé
Communication de la Commission sur la position du Conseil	SEC(2000)2158	08/12/2000	EC	Résumé
Recommandation déposée de la commission, 2e lecture	A5-0055/2001	06/02/2001	EP	
Texte adopté du Parlement, 2ème lecture	T5-0135/2001 JO C 343 05.12.2001, p. 0104-0164	14/03/2001	EP	Résumé
Avis de la Commission sur la position du Parlement en 2ème lecture	COM(2001)0312	12/06/2001	EC	Résumé

Informations complémentaires

Commission européenne

[EUR-Lex](#)

Acte final

[Directive 2001/56](#)

[JO L 292 09.11.2001, p. 0021](#) Résumé

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

OBJECTIF: la proposition de directive vise à modifier la directive 78/548/CEE relative au chauffage de l'habitacle des véhicules à moteur par l'introduction de dispositions améliorées pour tous les types de chauffage d'habitacle et par l'alignement des dispositions administratives de cette directive sur celles de la directive cadre relative à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques (directive 70/156/CEE modifiée par la directive 98/14/CE). CONTENU: pour des raisons de sécurité, il est proposé de modifier la directive 78/548/CEE par l'ajout d'exigences concernant les chauffages à combustion et leur installation afin que ces appareils reflètent les normes les plus élevées compatibles avec la technologie actuelle. La proposition prévoit également la possibilité de réceptionner comme composant le dispositif de chauffage qui pourra alors être installé dans n'importe quel véhicule sans que d'autres essais techniques soient nécessaires, ou comme une partie d'un véhicule spécifique sur lequel il est installé. Selon la proposition, les nouvelles dispositions s'appliqueront: - à partir du 01/10/2000, à tous les nouveaux types de véhicules, - à partir du 01/10/2001, à tous les véhicules neufs.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

En adoptant le rapport de Mme Angela BILLINGHAM (PSE, RU), le Parlement européen a approuvé la proposition de la Commission. Par ses amendements, il demande que le conducteur mais aussi les passagers ne puissent pas entrer en contact avec des parties du véhicule ou de l'air chaud susceptibles de leur causer des brûlures. Dans l'hypothèse où le montage d'un chauffage dans l'habitacle de véhicules M2 et M3 s'imposerait pour des raisons techniques, il conviendrait de l'isoler de l'habitacle au moyen d'un boîtier étanche, fait dans un matériau résistant à la chaleur, comportant une bouche de ventilation vers l'extérieur. La Commission est invitée à élaborer d'ici le 01/10/2001 des propositions relatives au contrôle de l'efficacité des systèmes de chauffage à combustion.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

La proposition modifiée de la Commission retient 6 amendements du Parlement européen visant à clarifier le texte initial ainsi que 3 amendements portant sur des questions de sécurité spécifiques: - un amendement stipulant que non seulement le conducteur, mais également les passagers, ne doivent pas pouvoir entrer en contact avec des parties du véhicule ou de l'air chaud pouvant leur occasionner des brûlures; - un amendement concernant les chauffages à combustion équipés d'un dispositif de surveillance de la flamme introduisant un délai d'allumage et d'ouverture réduit pour l'alimentation en combustible en cas d'urgence; - un amendement stipulant que, lorsqu'il est impossible de fixer au point de remplissage la note avertissant les utilisateurs de chauffage à combustion que le chauffage doit être coupé avant d'être réalimenté en combustible, cette note doit être fixée dans la zone de la porte du conducteur. La Commission a rejeté les amendements visant à: - inviter la Commission à élaborer d'ici au 01/10/2001 des propositions relatives au contrôle de l'efficacité des systèmes de chauffage; - introduire d'autres dispositions en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'habitacle des véhicules des catégories M2 et M3 peut être équipé d'un chauffage à combustion.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

La position commune correspond essentiellement à la proposition modifiée de la Commission et retient 9 des 11 amendements adoptés par le Parlement, dont 6 visent à clarifier le texte initial et 3 concernent des questions de sécurité spécifiques: - un amendement stipulant que non seulement le conducteur, mais aussi les passagers, ne doivent pas pouvoir entrer en contact avec des parties du véhicule ou de l'air chaud pouvant leur occasionner des brûlures; - un amendement concernant les chauffages à combustible gazeux équipés d'un dispositif automatique de surveillance de la flamme et réduisant les délais d'allumage et d'ouverture de l'alimentation en combustible en cas d'urgence; - un amendement stipulant que, lorsqu'il est impossible de fixer au point de remplissage la note avertissant les utilisateurs de chauffages à combustion que le chauffage doit être coupé avant d'être réalimenté en combustible, cette note doit être fixée dans la zone de la porte du conducteur. En outre, le Conseil a introduit les modifications suivantes: - ajout d'un nouvel article invitant la Commission à examiner la question des exigences de sécurité pour les chauffages au GLP et à présenter, le cas échéant, de nouvelles modifications au plus tard 12 mois après l'entrée en vigueur de cette directive. En conséquence, toutes les dispositions relatives à la réception de ces dispositifs sont supprimées du texte; - modification de l'article concernant la procédure de comité pour y inclure une référence aux nouvelles procédures de

comité définies dans la décision 1999/468/CE du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission; - ajout d'un nouvel article pour mettre à jour les références dans la directive-cadre 70/156/CEE; - modification des dates fixées pour la transposition et l'application obligatoire des exigences afin de disposer d'un délai suffisant pour mener à bien les procédures administratives and techniques; - à l'annexe V, points 2 et 3.2, la température maximale pour les métaux non revêtus est ramenée de 80°C à 70°C; - à l'annexe VII, un nouveau point 2.8 est ajouté concernant l'extinction automatique des chauffages à combustion. A noter que la Commission a rejeté 2 amendements visant à: - inviter la Commission à élaborer d'ici au 1er octobre 2001 des propositions relatives au contrôle de l'efficacité des systèmes de chauffage; - introduire d'autres dispositions en ce qui concerne les conditions dans lesquelles l'habitacle des véhicules des catégories M2 et M3 peut être équipé d'un chauffage à combustion.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

D'un point de vue juridique, la position commune du Conseil implique la conversion de la proposition de la Commission, qui était initialement conçue comme une modification de la directive 78/548/CEE du Conseil, en une nouvelle directive et l'abrogation de la directive existante. La Commission accepte ce changement nécessaire pour des raisons de transparence juridique. D'autre part, la position commune du Conseil n'implique aucune modification de la substance de la proposition initiale de la Commission et reprend la plupart des amendements du Parlement européen. La Commission approuve donc la position commune.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

La commission a adopté le projet de recommandation pour la 2ème lecture (procédure de codécision) de M. BILL MILLER (PSE, UK) qui approuve la position commune du Conseil sous réserve de deux amendements d'ordre technique. La commission est d'avis que les préoccupations exprimées par le Parlement en première lecture avaient été largement prises en compte.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

En adoptant le rapport de M. Bill MILLER (PSE, UK), le Parlement européen a approuvé la position commune en suivant sa commission au fond (se reporter au résumé précédent).?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

La Commission modifie sa proposition à la lumière des deux amendements du Parlement européen qui sont de nature très technique et ne vont pas à l'encontre des exigences de sécurité. Le premier amendement limite l'exigence selon laquelle la chambre de combustion et l'échangeur de chaleur doivent pouvoir résister à une pression prescrite aux chauffages utilisant l'eau comme fluide caloporteur. Le deuxième amendement ajoute l'exigence selon laquelle l'alimentation en combustible doit être coupée en cas d'arrêt du moteur (première partie) et prévoit une dérogation à cette prescription pour les chauffages à commande manuelle (deuxième partie). Étant donné que les chauffages au GPL n'entrent actuellement pas dans le champ d'application de la directive concernée, la deuxième partie de l'amendement peut être acceptée.?

Véhicules à moteur: chauffage de l'habitacle (modif. direct. 70/156/CEE, abrog. direct. 78/548/CEE)

OBJECTIF : adopter une directive concernant le chauffage de l'habitacle des véhicules à moteur et de leurs remorques, modifiant la directive 70/156/CEE et abrogeant la directive 78/548/CEE du Conseil. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Directive 2001/56/CE du Parlement européen et du Conseil. CONTENU : la directive vise à : - étendre le champ d'application des directives de 1970 et 1978 afin d'inclure les exigences relatives aux chauffages à combustion et à leur installation. Ces exigences doivent correspondre aux normes les plus sévères compatibles avec la technologie actuelle; - assurer la réception communautaire par type des chauffages à combustion en tant qu'élément constitutif, ainsi que celle des véhicules à bord desquels un chauffage à combustion est installé. Il sera également nécessaire de compléter la présente directive avec des exigences de sécurité supplémentaires pour les chauffages à combustion GPL en y ajoutant une annexe. ENTRÉE EN VIGUEUR : 09/11/2001 MISE EN OEUVRE : 09/05/2003?